

Une vague d'indignation devant les enfants en cage

ÉTATS-UNIS Une application extrême de la « tolérance zéro » envers les clandestins

- Des jeunes sont brutalement séparés de leurs parents clandestins à la frontière mexicaine.
- Cette dérive pourrait coûter cher à Trump en vue des midterms.
- La crise politique couve à Washington.

NEW YORK
DE NOTRE CORRESPONDANT

Les cris déchirants des bambins semblent laisser les gardes-frontières de marbre. « *Mais nous avons un orchestre* », lâche un de ces derniers, tandis que les pleurs se mêlent aux supplications : « *Papi! Muma! (papa, maman)* ». Depuis que l'Administration Trump a décidé mi-avril d'appliquer une « tolérance zéro » envers les vagues récentes d'immigrants clandestins venus du territoire mexicain, originaires pour la plupart du Venezuela et du Honduras, près de 2.000 enfants de moins de 16 ans ont été séparés de leurs parents, les premiers échouant dans des centres de détention temporaire tandis que les seconds sont déférés au tribunal le plus proche pour se voir signifier leur « déportation » systématique.

Un détail, ignominieux, a révulsé l'opinion américaine : en manque d'effectifs, la police anti-immigration incarcère les mineurs dans des cellules grillagées, jusqu'à cinq jours de suite. Le symbole est terrible : des enfants en cage, terrifiés, dormant à même le sol, tandis que les plus âgés donnent le biberon aux plus jeunes. Lundi, le président Donald Trump a rejeté le blâme sur les élus démocrates, qui feraient bloc contre la réforme voulue de

la loi sur l'immigration, actuellement en souffrance au Congrès, et précisé sa volonté d'éviter que les États-Unis « ne deviennent un camp de migrants ».

Tandis que le chef de l'État cherchait à s'affranchir de toute responsabilité dans la mesure incriminée, son ministre de la Justice Jeff Sessions l'assumait lui totalement. Moins à l'aise, la secrétaire à la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen, s'est emmêlé les pinces en conférence de presse, rejetant toute responsabilité et disant ne pas être « *au courant* » des problèmes liés à la détention de mineurs.

Cette cacophonie au sommet du pouvoir, symptomatique du chaos permanent cher à Donald Trump, dissimule une volonté avérée de frapper fort contre l'immigration illégale, en amont des élections parlementaires de mi-mandat (midterms), le 6 novembre prochain. « *Ces politiques vont se poursuivre* », lâché leur principal auteur, Stephen Miller, un des plus influents conseillers de la Maison-Blanche. *Le message est que personne n'échappe à la loi sur l'immigration.* » À ce titre, le nombre d'enfants détenus pourrait selon *ABC News* s'élever à 20.000 d'ici au mois d'août.

L'indignation grandissante englobe désormais trois ex-« First Ladies », Hillary Clinton, Laura Bush et Michelle Obama, rejointes par Melania Trump, qui toutes ont exprimé leur vive émotion, tandis que la fille du président, Ivanka Trump, restait notablement silencieuse. Un an plus tôt, elle ambitionnait pourtant de mettre en place une « plate-forme » gouvernementale dédiée à la promotion des droits de la femme et de la

famille.

Donald Trump n'écoute plus sa progéniture depuis belle lurette. Il se repaît du soutien enthousiaste de la chaîne *Fox News*, qui dénonce en boucle ces

« *voleurs et criminels* » franchissant la frontière pour mettre l'Amérique à feu et à sang. Cette rhétorique alarmiste constituait l'un des piliers de la campagne Trump en 2016, tandis qu'il appelait de ses vœux l'érection d'un « grand mur » tout le long de la frontière mexicaine, solution supposée à tous les maux de l'Amérique. Sur les plateaux de *Fox*, les ultra-conservateurs se déchainent. Ann Coulter, une commentatrice politique conservatrice et républicaine, appelle Trump à ne pas « *tomber dans le piège* » des images déchirantes diffusées en boucle. « *Je suis vraiment soucieuse que le président regarde la télévision* », confesse-t-elle en fixant la caméra droit dans les yeux, ajoutant que ces enfants en larmes « *ne sont que des acteurs* », auxquels les « gauchistes » ont donné des « scripts » à mémoriser. Pour Laura Ingraham, une autre chroniqueuse, les centres de détention ne seraient rien d'autre que de vulgaires « *camps d'été* ».

Si les républicains sont majoritairement favorables (55 %) à la politique en cours, un sondage Quinnipiac indique que deux Américains sur trois (66 %) y sont résolument hostiles. La crise des familles séparées, cristallisant l'image d'une Administration sans cœur, pourrait-elle infliger des dommages politiques au camp présidentiel, à l'instar de la désastreuse gestion de la tempête Katrina, en 2005, par George Bush ? Conscients de

ce risque, certains élus conservateurs se démarquent d'ores et déjà. « *Je sais que le gouvernement peut régler le problème* », souligne le sénateur Orrin Hatch, un « dur » habituellement rangé derrière Trump.

Joignant la fronde grandissante, certains États refusent désormais de participer aux actions en cours sur la frontière. Le gouverneur du Colorado, John Hickenlooper, a interdit aux agences de son État qu'elles consacrent la moindre ressource à la politique de séparation des enfants de leurs parents, jugée « *offensante pour nos valeurs coloradiennes et celles de notre pays* ». Lundi, son homologue du Massachusetts, le très populaire Charlie Baker, a annulé le déploiement de la Garde nationale de son État dans le sud, au vu « *du traitement inhumain des enfants résultant des actions du gouvernement fédéral* ». ■

MAURIN PICARD

CRIMINALITÉ

Trump conteste les chiffres allemands

Donald Trump a encore affirmé mardi, contre toute évidence, que la criminalité était en hausse en Allemagne, mettant en doute les chiffres officiels et affirmant que cela résultait de la politique migratoire de Berlin. « *La criminalité en Allemagne est en hausse de plus de 10 % depuis que les migrants ont été acceptés* », a-t-il tweeté, au lendemain d'un premier message dans lequel il s'était déjà immiscé dans le débat politique allemand. « *C'est encore pire dans d'autres pays* », a-t-il ajouté, appelant l'Amérique à ne pas suivre la même voie. (afp)

Joignant la fronde grandissante, certains États refusent de participer aux actions en cours sur la frontière